



Édito

Agir aujourd’hui pour la santé de demain



Nouvelles tarifications, coupes budgétaires, pressions sur les coûts : les exigences imposées aux médecins sont majeures. Pourtant, ils et elles sont régulièrement accusé·es de faire augmenter les coûts de la santé. La SVM a répondu à ces accusations infondées — le corps médical fournit déjà des efforts considérables, aussi bien dans le domaine de l’assurance obligatoire des soins que de l’assurance complémentaire. Qu’il est aisément de pointer du doigt, qu’il est risqué de conclure hâtivement !

Aussi, malgré l’incertitude, beaucoup de médecins vont devoir investir de leur poche pour le passage au nouveau système tarifaire ambulatoire. Ils en sont coutumiers et coutumières ; ils prennent déjà à leur charge les frais d’infrastructure nécessaires pour soigner leurs patient·es, comme ils et elles l’ont prouvé durant la pandémie. Une sinécure pour notre système de santé et les autorités qui devraient reconnaître ces efforts.

Et ce n’est pas tout. Les coupes budgétaires annoncées seront synonymes de freins à la formation. Est-ce là que nous devons rogner ? Ce contexte est révélateur du narratif délétère qui guide la politique de santé. La focalisation sur les coûts fait oublier à de nombreuses décideuses et de nombreux décideurs que la santé dépasse la seule question du budget. La qualité des soins doit aussi être prise en considération.

Il apparaît judicieux de rappeler quelques chiffres de PaRIS, une étude récente menée par l’OCDE. Elle mérite notre intérêt à plusieurs titres. D’abord, son envergure : elle regroupe plus de 100'000 patient·es, plus de 1 500 cabinets et porte sur 19 pays. Ensuite, elle est fondée sur la perception des patient·es. En Suisse, plus de quatre personnes sur cinq atteintes de maladies chroniques déclarent être en bonne santé physique, le pourcentage le plus élevé des 19 pays participants. La quasi-totalité de ces patient·es, soit 97 %, affirme recevoir des soins réellement centrés sur la personne, adaptés à leurs besoins et de qualité.

Évidemment, certains résultats interrogent. Par exemple, seulement 68 % des femmes déclarent faire confiance au système de santé. De surcroît, la qualité élevée de notre système de santé n'est pas acquise et certains chiffres devraient nous alerter : la FMH a relevé qu'un tiers des médecins de famille sont âgés de 60



ans ou plus et que 34 % des étudiant·es en médecine envisagent de ne pas pratiquer le métier après leurs stages hospitaliers.

Au-delà du budget, ces signaux devraient être pris au sérieux par les actrices et acteurs de la santé ainsi que les autorités. Toute décision prise de manière inconsidérée aujourd'hui aura des conséquences durables, difficiles à corriger.

Gaël Sallen
Secrétaire général de la SVM, rédacteur en chef